

Général Jean Varret : Kagame, Macron, l'armée, sa carrière et sa vie ; la dignité jusqu'au bout (Video)

Tite Gatabazi

Igihe, 9 juin 2021

La commission Duclert a souligné la solitude du Général Varret, ses analyses lucides, son refus de la grille idéologique alors imposée par l'Elysée, qui lui vaut d'être marginalisé.

Ils sont rares, pour être soulignés, ceux qui ont renoncé à leurs carrières plutôt que d'endosser une politique de soutien aveugle à un régime génocidaire alors qu'ils avaient annoncé les signes avant-coureurs depuis 1990.

En plus du Général Varret, pour cette même période, il y a le colonel René Galinié, attaché de défense au Rwanda de 1988 à 1991 qui avait averti sa hiérarchie du risque très élevé d'extermination des tutsis. Le rapport Duclert fait part de son harcèlement puis de sa démission. Au quai d'Orsay, le diplomate Antoine Anfré est obligé de déposer sa démission suite à ses divergences avec l'Elysée sur le dossier Rwanda.

Lors de sa dernière visite à Paris le 17 et 18 mai 2021, le Président Paul Kagame a reçu les membres de la commission Duclert auxquels il a tenu à ajouter les généraux Jean Varret et Eric de Stabenrath ainsi que le Colonel René Galinié.

Le Général Varret ne cherche aucunement à magnifier ni sa carrière ni sa personne mais nous livre à travers cet entretien exclusif effectué le 2 juin 2021 à 10h du matin depuis son bureau parisien la grandeur d'une conscience forte qui forge des leçons de vie, car il a refusé l'obéissance passive et c'est tout à son honneur.

Le Général Jean Varret, quatre vingt cinq ans, retraité de l'armée française, ancien Chef de mission militaire de coopération au Rwanda d'octobre

1990 à avril 1993 s'exprime et livre les éléments factuels de l'histoire sombre des relations franco-rwandaïses des années 1990.

Tel un bon militaire qu'il est et reste, il répond à nos questions directement et très franchement.

IGIHE : Quel est votre rapport au Rwanda ?

Gén Jean Varret : A vrai dire, j'ai découvert le Rwanda assez tard. J'ai été nommé Directeur de la coopération militaire quand j'étais Général trois étoiles.

En quoi consistait ce poste au ministère de la coopération ?

C'est un détachement du ministère de la défense et de la coopération où je suis responsable de toute la coopération militaire dans vingt huit pays au total, essentiellement des pays Africains, mais pas seulement. Donc tous les militaires français détachés dans ces pays relèvent de ma responsabilité.

Vous couvrez à vous seul, vingt huit pays ?

Effectivement, c'est une très lourde responsabilité, mais comme j'ai fait une grande partie de ma carrière en Afrique, j'adore ce métier. Et c'est là où en 1990 je découvre le Rwanda, parce que le Rwanda n'étant pas une ex-colonie française, il m'était inconnu. Et mon premier voyage au Rwanda est en 1990.

J'ai sur place le Colonel Galinié, qui est mon correspondant, qui est présent au Rwanda depuis trois ans. Et qui doit faire un séjour de quatre ans à peu près.

Que vous rapporte votre correspondant ?

Très vite, il me dit que c'est un pays à problème. Il va y avoir des problèmes. Il y a déjà des problèmes. Donc, il a attiré mon attention sur ce pays. A mon arrivée, je survole le Rwanda que je trouve très beau. Effectivement, il y a mille collines qui sont très vertes, mais je ne prends pas le temps de parcourir le pays en voiture. Un premier voyage plutôt positif on va dire.

Le Colonel Galinié vous dit qu'il y a déjà des problèmes ?

Il y a des problèmes que j'approfondis depuis Paris avec mon correspondant sur place. Je trouve la situation qu'il me décrit assez préoccupante et j'y reviens assez souvent. A Paris, j'attire l'attention du commandement et du politique sur les risques que nous avons à continuer une coopération telle qu'elle était établie à l'époque.

Vous attirez l'attention de votre hiérarchie tant militaire que politique, vous n'êtes pas écouté et vous en tirez les conséquences. Lesquelles ?

Ça oui. Je ne suis pas écouté, pas entendu. Et dans ces réunions de crises qui sont très fréquentes, je suis présent et je m'aperçois que mes remarques, mes interventions ne sont pas suivies d'effets. Mais au contraire, on enlève progressivement les prérogatives de mon commandement. Ces unités là, vous vous en occupez plus etc...

On rétrécit votre champ de manœuvre en somme, c'est ça ?

Oui c'est ça. Petit à petit, je suis mis de côté. Et au bout d'un moment, quand un militaire n'est pas pris en considération, eh bien, il ferme sa bouche et il s'en va. C'est ce que j'ai fait. Un peu déçu de la fin d'une carrière qui avait été passionnante, en particulier consacrée à l'Afrique. Et là, je n'ai pas été compris et je l'ai pris un peu comme un échec.

Mais la commission Duclert a abondé dans votre sens ?

Là-dessus, vingt cinq ans après, le Président Macron déclenche une commission dite Duclert, et le Président Kagame déclenche une autre et les deux commissions aboutissent à peu près aux mêmes conclusions.

En tout cas, mes témoignages dans la commission française ont eu leurs importances et m'ont sorti un peu de l'oubli. Elle a justifié mes prises de position de l'époque.

Je suis reconnaissant aux deux Présidents. Kagame m'a reçu à Paris ou nous avons compris que nous étions sur la même longueur d'ondes.

Vous étiez dans la délégation qui accompagnait le Président Macron au Rwanda. Quel effet ça vous a fait ?

Je remercie encore une fois le Président Macron qui a demandé que je l'accompagne au Rwanda, j'ai été touché. Et aussi Kagame que j'ai revu à Kigali. Je souhaitais rester un peu plus pour mieux retrouver le Rwanda et Kagame me l'a facilité. J'ai été à Kabgayi et à Rubavu. J'ai cherché des contacts avec des Rwandais.

Que reprenez vous de votre voyage au Rwanda, vingt sept ans après le génocide contre les tutsi ?

Deux grands enseignements. Primo, j'ai pris la dimension de ce drame qu'est le génocide contre les tutsis. Bien sûre de France, je savais qu'un génocide se déroulait au Rwanda. Mais arrivé sur place, je réalise à quel point le pays a été dévasté par ce drame abominable. On réalise à quel point le pays en a souffert et souffre encore. Des contacts pris, j'en citerai seulement un.

J'ai discuté longuement avec un garçon qui avait huit ans en 1994. Et sur sa tête, on voit les cicatrices. A huit ans, il a été assommé à coup de masse, on voit à sa tête qu'il a eu des coups de machettes. Il doit la vie sauve grâce

à l'hôpital militaire de Goma. Il me disait qu'il aimerait retrouver le médecin français qui l'a sauvé. Il s'appelle Jean Christophe. De retour à Paris, je vais m'efforcer de retrouver un médecin qui s'appelle Jean Christophe et qui a sauvé ce garçon qui a aujourd'hui trente cinq ans. Au travers de ces contacts, j'ai vu à quel point le génocide est dramatique.

Secundo, j'ai vu à quel point le pays réagissait, c'est-à-dire « never again ». J'ai visité avec beaucoup d'émotions le mémorial de Gisozi à Kigali. En regardant longuement chaque photo, chaque écrit, j'ai réalisé à quel point ce génocide avait été préparé et à quel point, dès ma prise de fonction, j'aurais dû alerter davantage. Il y a dans le musée que j'ai visité les preuves qu'en 1990 ça se préparait déjà.

Quand moi je craignais les massacres, il fallait dès l'époque dénoncer une tentative de génocide. Le Rwanda fait des efforts pour que ça ne puisse pas se reproduire. Les mémoriaux sont une œuvre très importante. J'ai pris contact avec le Secrétaire Exécutif de la Commission Nationale de Lutte contre le Génocide 'CNLG'. J'ai vu à quel point le pays se mobilise dès les écoles primaires pour sensibiliser les jeunes rwandais sur l'horreur d'un génocide. Le génocide touche plusieurs générations et pour tourner la page, il faut du temps et beaucoup d'efforts.

Quel regard portez-vous sur les deux discours de Macron et la réponse de Kagame prononcés à Kigali le 27 mai 2021 ?

Les deux présidents ont prononcé des discours très forts et il faut que les médias fassent passer ce message. Cette interview concourt à ça, du moins je le souhaite et j'ai voulu apporter ma petite contribution à une meilleure entente entre le Rwanda et la France et je la donnerai jusqu'au maximum.

Après la remise du rapport, vous parlez de votre réhabilitation. En quoi consiste-t-elle ?

Après quarante ans de service sous l'uniforme, j'ai senti une certaine amertume. Quand vous démissionnez, vous reconnaissez que vous avez échoué. Or, la commission Duclert qui m'a interrogé plusieurs fois m'a convaincu que j'avais eu raison de démissionner. Le fait que la commission l'ait mentionné, cela m'a réhabilité vis-à-vis de moi-même. Autrement dit, je pense avoir retrouvé mon honneur.

Cette réhabilitation est ce que vous la partagez autour de vous ?

Oui, encore une fois je voudrais parler de mon adjoint le colonel Galinié , qui lui aussi avait beaucoup souffert de ça et qui sachant que j'ai démissionné



Le Général Jean Varret avec le Président Kagame

a fait la même chose presque simultanément. Je la partage aussi avec le général Patrice Sartre. Autrement dit, dans l'armée nous étions plusieurs à dire attention, cette coopération n'est pas bonne.

Ce n'est pas celle qui est souhaitable. Collaborer avec le régime Habyarimana n'était pas une bonne chose. Et nous étions plusieurs à le savoir et ne pas être écoutés. Actuellement en France, la commission Duclert m'a mis un peu en lumière. Le langage que je tiens consiste à expliquer pourquoi à cette époque je n'étais pas d'accord. Néanmoins, je ne voudrais pas être médiatisé trop longtemps. J'ai dit ce que j'avais à dire ; maintenant je souhaite profiter d'une retraite bien méritée.

Le discours de Macron à Kigali est salué comme historique. Comment le trouvez-vous vis-à-vis de l'armée française ?

Ça c'est très important. L'armée française comme toutes les armées du monde obéit à des ordres politiques. Ce qu'il y a d'important dans le discours de Macron, il a dit, et c'est vrai, l'armée française sur place, n'a en aucun cas

participé au génocide. Elle l'a vu, elle a peut être eu tort de ne pas réagir mais elle n'y a pas participé. Donc là-dessus l'armée française est reconnaissante à son chef, puis que le Président est le chef des armées, de ne pas l'avoir accusé.

J'ai dit plusieurs fois que si des responsables y compris militaires de la politique de l'époque (1990 à 1994), s'ils avaient su que leur politique entraînerait un génocide, je suis sûr, ils ne l'auraient pas fait. Je parle des militaires. Il est certain que les vieux généraux, dont je fais partie, sont attentifs au fait que le Président ne doit pas accuser l'armée française de fautes politiques. Il a été rassurant.

Qu'en est-il de celui de Kagame ?

En répondant, Kagame lui dit qu'il avait pris des risques. Et c'est vrai, il en a pris car tout discours d'un Président de la République est un discours politique. Et en France, il n'a pas que des amis, il a aussi des rivaux politiques. Mais ceci n'est pas mon domaine.

Est-ce que vous comptez revenir au Rwanda ?

J'aimerais bien revenir au Rwanda mais incognito. Ce pays est très séduisant. Il est différent des autres pays Africains que je connais. Et dans l'avion de retour à Paris, j'ai fait la connaissance d'un journaliste du Monde qui revenait de vacances au Rwanda avec son fils de quinze ans. Ils ont traversé à pied le Rwanda pendant un mois et ils faisaient vingt kilomètres par jour, de village en village.

J'aurais bien voulu faire cette expérience, mais malheureusement je suis assez vieux pour ça. J'ai quatre vingt cinq ans. J'aurais aimé traverser le Rwanda avec un sac à dos avec mon fils pour connaître ce pays.

Vous dites que vous commencez votre carrière avec la guerre d'Algérie. Quel souvenir en avez vous ? Cela fait longtemps non ?

Il est vrai, la guerre d'Algérie m'a beaucoup marqué. J'avais vingt-cinq ans, j'y entre en sortant de l'école directement dans la guerre, confronté avec la mort. Au travers des ordres que j'ai donnés, certains de mes subordonnés ont perdu la vie. Moi-même je l'ai risqué etc. Commencer une carrière à vingt-cinq ans par une guerre, c'est très marquant. Aujourd'hui avec le recul, ça ne m'empêche pas de réfléchir sur le bien fondé de cette guerre.

Vous allez à Rubavu et vous constatez que le Rwanda accueille des sinistrés congolais sans l'assistance des humanitaires.

Encore une fois, très bonne impression. Nous avons quitté la route bitumée et emprunté un sentier en terre. Le camp est à quatre kilomètres de la frontière. Et les congolais peuvent venir à pied. Ils m'ont dit à quel point ils

avaient été bien accueillis.



La rencontre de Paris entre le Président Kagame et des officiers supérieurs Français dont le Général Jean Varret